

## I4CE – INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2017

**Sirīs**

Chartered accountants, Auditors & Consultants

Société d'expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France & Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Paris  
Siège : 23 rue d'Anjou – 75 008 PARIS / Bureaux : 103 rue de Miromesnil – 75 008 PARIS / Tél. : + 33 1 53 20 32 32 - [www.ecovis.fr](http://www.ecovis.fr)  
S.A.R.L. au capital de 800 000 Euros / SIRET : 449 272 392 00035 – APE : 6920Z  
Id TVA: FR 5444927239200027

ECOVIS International tax advisors accountants auditors lawyers in Argentina, Australia, Austria, Belarus, Belgium, Brazil, Bulgaria, China, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, France, Germany, Great Britain, Greece, Hong Kong, Hungary, India, Indonesia, Ireland, Italy, Japan, Republic of Korea, Latvia, Liechtenstein, Lithuania, Luxembourg, Republic of Macedonia, Malaysia, Malta, Mexico, Netherlands, New Zealand, Norway, Poland, Portugal, Qatar, Romania, Russia, Republic of Serbia, Singapore, Slovak Republic, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, Taiwan, Tunisia, Turkey, Ukraine, Uruguay, USA (associated partners) and Vietnam.  
ECOVIS International is a Swiss association. Each Member Firm is an independent legal entity in its own country and is only liable for its own acts or omissions, not those of any other entity.  
ECOVIS Europe AG is a German Member Firm of ECOVIS International

## **I4CE – INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS**

Association régie par les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901

47 rue de la Victoire

75009 Paris

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2017**

A l'assemblée générale de l'association I4CE

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association I4CE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté notamment sur le caractère approprié des principes comptables suivis et le caractère raisonnable des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 9 mai 2018

SIRIS S.A.R.L.  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Emmanuel Magnier  
Associé

## **Comptes annuels**

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2017	Net au 31/12/2016
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	82 664	35 183	47 482	70 671
Immobilisations financières	37 542		37 542	85 902
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>120 206</b>	<b>35 183</b>	<b>85 024</b>	<b>156 573</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				3 896
Créances				
Usagers et comptes rattachés	1 197 242	25 786	1 171 456	865 167
Autres	604 452		604 452	626 098
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	703 343		703 343	284 540
Caisse	323		323	235
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>2 505 359</b>	<b>25 786</b>	<b>2 479 573</b>	<b>1 779 937</b>
<b>REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	27 990		27 990	22 778
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
<b>TOTAL REGULARISATION</b>	<b>27 990</b>		<b>27 990</b>	<b>22 778</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 653 556</b>	<b>60 969</b>	<b>2 592 587</b>	<b>1 959 288</b>
<b>Legs nets à réaliser :</b>				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
<b>Dons en nature restant à vendre :</b>				

## Bilan passif

	au 31/12/2017	au 31/12/2016
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	648 734	649 053
Résultat de l'exercice	163 562	-319
Report à nouveau		
<b>SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE</b>	<b>812 296</b>	<b>648 735</b>
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>812 296</b>	<b>648 735</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>70 417</b>	<b>48 653</b>
<b>FONDS DEDIES</b>	<b>404 169</b>	<b>397 814</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	101 044	115 293
Autres	522 361	605 209
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>623 405</b>	<b>720 502</b>
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>682 300</b>	<b>143 585</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 592 587</b>	<b>1 959 288</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)		1 305 705
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

## Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2017	Exercice N-1 31/12/2016
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	122 488	306 495
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	2 661 478	2 707 798
Cotisations		
Autres produits	19 902	450
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>2 803 868</b>	<b>3 014 743</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)</b>		
Achats de marchandises		
Variation des stocks (marchandises)		
Achats d'approvisionnements		
Variation des stocks (approvisionnements)		
Autres charges externes	611 785	976 592
Impôts, taxes et versements assimilés	125 811	143 851
Rémunérations du personnel	1 074 084	1 210 790
Charges sociales	688 832	618 711
Dotations aux amortissements	67 875	25 723
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	774	2 315
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>2 569 160</b>	<b>2 977 983</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>234 708</b>	<b>36 759</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>423</b>	<b>90</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>652</b>	<b>287</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>4 800</b>	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>36 000</b>	
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>	<b>33 363</b>	<b>343</b>
<b>REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEUR</b>	<b>397 816</b>	<b>361 276</b>
<b>ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>	<b>404 171</b>	<b>397 814</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>163 562</b>	<b>-319</b>

<b>Ressources</b>	
Bénévolat	
Prestations en nature	20 000
Dons en nature	
<b>Total</b>	<b>20 000</b>
<b>Emplois</b>	
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	
Prestations	20 000
Personnel bénévole	
<b>Total</b>	<b>20 000</b>

## **Annexe**

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : I4CE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017, dont le total est de 2 592 587 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 163 562 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2017 par les dirigeants de l'association.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2017 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## Règles et méthodes comptables

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

## Faits caractéristiques

En 2017, I4CE - Institute for Climate Economics participe à la création de conditions propices à la transition énergétique. Par sa recherche appliquée, I4CE se propose d'aider les décideurs publics et privés à mieux comprendre, anticiper et utiliser les instruments économiques et financiers aptes à faire émerger une économie faiblement carbonée et adaptée au changement climatique, et plus largement, de contribuer au débat public sur l'économie de la transition.

L'équipe résidente d'I4CE compte une vingtaine de chercheurs qui se déploient sur quatre axes d'étude intéressant les acteurs de la transition énergétique.

- Industrie, énergie et climat : analyser les politiques pour la transition bas-carbone des secteurs de l'industrie et de l'énergie. I4CE examine les politiques, les réglementations et instruments économiques et financiers, et la tarification du carbone. Nous étudions des modalités institutionnelles des politiques publiques, la coordination des politiques climat-énergie et leurs effets sur la compétitivité des entreprises.

- Finance, Investissement et climat : faciliter l'intégration du changement climatique dans le processus de décisions financières. I4CE travaille sur trois thématiques principales : le suivi des flux financiers, la réconciliation entre développement et climat et l'intégration du changement climatique dans le secteur financier et la gouvernance.

- Territoires : analyser le financement participatif pour le développement des territoires.

- Les clubs

1 - Industrie, énergie et climat

Rapport complet « EU ETS : Dernier appel avant la fermeture des portes des négociations pour la réforme post-2020 »

I4CE et Enerdata, en collaboration avec IFP Energies nouvelles (IFPEN), publient un rapport à quelques heures de la réunion de trilogue de négociations entre les institutions européennes démontrant que la réforme du système européen d'échange de quotas (EU ETS), au vu des propositions du Conseil et du Parlement, ne sera pas suffisante pour soutenir la décarbonation des secteurs industriels et énergétiques européens à l'horizon 2030.

Intitulé « EU ETS : Dernier appel avant la fermeture des portes des négociations pour la réforme post-2020 », le rapport fournit une évaluation complète des propositions de révision de la directive EU ETS votées par les institutions européennes en février 2017. Il analyse les réductions de gaz à effet de serre (GES), le coût des abattements requis, le fonctionnement de la Réserve de Stabilité de Marché et le mécanisme d'allocation de quotas carbone gratuits pour les industries. Par ailleurs, le rapport examine les conséquences du Brexit sur l'EU ETS et l'éventuelle introduction d'un corridor de prix du CO2 sur l'EU ETS.

Tarification du carbone au Maroc : Formation pour le Ministère de l'Environnement

A l'invitation du Ministère de l'Environnement et son Secrétariat pour le développement durable et avec le soutien du programme Partnership for Market Readiness de la Banque mondiale, I4CE accompagne les représentants des différents ministères et secteurs économiques à comprendre la mise en œuvre de politiques de tarification du carbone au Maroc, dans la perspective d'atteindre leur objectif climatique fixé dans leur Contribution déterminée au niveau national (NDC) de l'Accord de Paris.

Organisée du 13 au 15 septembre à Rabat, la formation vise à permettre une compréhension commune des implications de l'Accord de Paris pour leur pays, et à appréhender l'ensemble des questions que soulève sa mise en œuvre et les enjeux spécifiques de la tarification du carbone. I4CE a présenté les différentes approches et instruments, telles que la fiscalité carbone, les systèmes de quotas échangeables, et les mécanismes de projets.

Rapport annuel « Etat du fonctionnement du système européen de quotas de CO2 »

I4CE contribue à la production du rapport « State of the EU ETS » sur l'état du système européen d'échange de quotas, publié en avril 2017. Ce rapport vise à fournir une contribution indépendante au débat public sur l'état du fonctionnement de l'EU ETS, pour évaluer son bon fonctionnement et la réalisation de ses objectifs.

## Faits caractéristiques

### 2 - Finance, Investissement et climat

Trois notes sur la gestion des risques climatiques de transition par les acteurs financiers

I4CE produit une série de trois Points Climat sur la gestion des risques de transition par les acteurs financiers. Ces publications présentent les enjeux clés, de la théorie à la pratique, en proposant des recommandations structurées autour de trois questions :

- Pourquoi aligner son portefeuille sur une trajectoire bas-carbone permettrait de gérer ses risques de transition ? (Point climat n°44)
- Comment les acteurs financiers devraient-ils à terme piloter les enjeux de transition bas-carbone de leurs portefeuilles ? (Point climat n°45)
- Quelles analyses des enjeux de transition bas-carbone les acteurs financiers peuvent-ils réaliser dès aujourd'hui ? (Point climat n°46)

Les stratégies usuelles de gestion des risques en finance ne suffiront pas à couvrir la majorité de l'exposition aux risques de transition. Pour réellement limiter l'exposition aux risques de transition, une stratégie d'alignement bas-carbone du portefeuille est préférable. Ceci est réalisable concrètement par « évitement » (i.e. éviter les actifs les plus exposés aux risques de transition) ou « engagement » (i.e. pousser la contrepartie à réduire son exposition)

I4CE en charge du Secrétariat de l'initiative « Climate Action in Financial Institutions » :

I4CE assure depuis novembre 2016 le secrétariat de "Climate Action in Financial Institutions, initiative qui regroupe 38 institutions financières publiques et privées du monde entier, dont la Caisse des Dépôts, ayant adopté 5 principes volontaires pour intégrer le climat dans leurs stratégies et activités. 'Climate Action in Financial Institutions' permet à ses membres d'apprendre des autres, de diffuser les bonnes pratiques et leçons tirées de leurs expériences et de collaborer sur des sujets qui présentent un intérêt commun. I4CE soutient le Groupe de Coordination de l'Initiative, fournit des expertises techniques à ses groupes de travail et assure l'administration et la communication de l'initiative.

Panorama des financements climat 2017 :

I4CE organise une conférence à l'Assemblée Nationale pour la seconde année consécutive afin de présenter la nouvelle édition du Panorama des financements climat en France. Parrainée par le député Matthieu ORPHELIN membre de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire, la restitution des résultats le mercredi 6 décembre 2017 était une occasion unique pour dresser le bilan des efforts publics et privés en matière d'investissement dans les technologies bas carbone. Le Panorama recense les dépenses d'investissement en faveur du climat en France et analyse la manière dont ces dépenses sont financées. Cette édition 2017 compare les investissements connus sur la période 2011-2016 avec les investissements nécessaires pour mettre en œuvre la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC) et la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) entre 2016 et 2030.

Expertise Panorama en Colombie :

Dans le cadre du projet « Accompagnement de l'appui technique Finances Climat du prêt budgétaire Climat Colombie » financé par l'AFD en 2016-2017, I4CE s'engage à apporter son expertise sur les sujets de finances « climat ».

La mission a abouti sur la production d'un benchmark international d'instruments économiques, à des recommandations liées aux différents produits délivrés par les consultants locaux et à l'organisation de réunions techniques et d'ateliers de travail favorisant l'échange entre les consultants locaux et les représentants du Departamento Nacional de Planificación (DNP).

Obligations Vertes : quelle contribution à l'Accord de Paris et comment améliorer cette contribution ?

I4CE publie en 2017, avec le soutien de la Climate Works Foundation, une étude sur les Obligations Vertes, une des principales solutions permettant de mettre en œuvre l'article 2.1 (c) de l'Accord de Paris : « Rendre les flux de financement compatibles avec une trajectoire bas-carbone et un développement résilient au changement climatique ».

"Utilisation de lignes de crédit vertes pour améliorer l'accès au financement des projets d'investissement verts

I4CE, avec le soutien de l'IDB et de l'AFD, publie une étude qui vise à améliorer la compréhension du rôle joué par les lignes de crédit dans l'amélioration de l'accès au financement pour les projets d'investissement verts.

## Faits caractéristiques

### 3 - Territoires

#### Financement participatif :

I4CE a participé en 2017 à la création du Guide du financement participatif pour le développement des territoires en collaboration avec l'association Financement Participatif France (FPF) et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). La contribution d'I4CE porte sur les évolutions réglementaires, les enjeux et les outils d'incitation spécifiques au financement participatif de la transition énergétique.

Sur ce sujet, I4CE a organisé une conférence, en partenariat avec FPF, CDC et Climate KIC, réunissant les principaux acteurs du secteur et le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES). Une publication a également été rédigée '« Orienter l'épargne des ménages vers le financement des énergies renouvelables : quelle contribution du bonus au financement participatif ? », dans laquelle I4CE estime les montants qui seront mobilisés par le financement participatif pour financer les projets d'énergie renouvelable.

Dernière action : I4CE fait partie de l'instance de gouvernance du label « Financement participatif pour la croissance verte » développé par FPF et le MTES, qui récompense les projets présentés sur les plateformes de financement participatif concourant à la transition écologique.

### 4 - Les clubs:

I4CE anime trois clubs au service des territoires, sur les thématiques villes, agriculture et forêt. Ces plateformes de discussions entre experts, chercheurs et décideurs privés et publics favorisent l'analyse et l'utilisation des incitations économiques et politiques existantes, pour aider les territoires à diminuer les émissions de GES ou les encourager à s'adapter aux effets du changement climatique. Les clubs contribuent à la production d'expertise et au renforcement des capacités des acteurs économiques. Ils développent également des outils économiques de valorisation du carbone.

#### 1- Club Villes, territoires, énergie et changement climatique (VITECC)

En 2017, le club s'ouvre gratuitement aux collectivités, et continue d'aider ses membres à comprendre les grands dossiers d'actualités sur la transition énergétique des territoires, identifier les enjeux locaux du changement climatique.

#### 2- Club Carbone Forêt-Bois (CCFB)

En lien avec le développement du projet VOCAL impulsé par le Club, les travaux de 2017 ont exploré les pistes de synergies du futur label bas-carbone avec l'existant : les initiatives forestières régionales d'atténuation du changement climatique d'une part et les labels de gestion forestière durable (FSC et PEFC) d'autre part.

#### 3- Club Climat Agriculture (CCA)

En 2017, les questions relatives au financement de la transition agro écologique et la gestion des risques associés ont occupé une place centrale au sein du Club. Ces travaux contribuent directement à alimenter les réflexions sur l'utilisation des revenus générés via la vente de crédit carbone et en ce sens, accompagnent la prise en maturité du projet VOCAL.

#### Projet Voluntary Carbon Land Certification (VOCAL)

Le projet VOCAL, initié en 2016, vise à mettre en place en association avec de nombreux partenaires publics et privés, un cadre méthodologique de certification carbone national adapté aux filières agricoles et forestières. Le but est d'inciter et valoriser les actions visant à réduire les émissions de GES et le stockage carbone dans ces secteurs. Il garantira la réalité et l'additionnalité des réductions d'émissions et de la séquestration du carbone permis par des projets agricoles et forestiers réalisés en France, grâce à un référentiel et des méthodologies approuvés par le Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES). Cet outil sera opérationnel courant 2018.

Le projet VOCAL est développé en partenariat avec le CNPF, l'IDEE et le GIP Massif Central, et avec le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES). Ce projet est par ailleurs cofinancé par le FEDER Massif Central et par l'ADEME.

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

#### Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	5 740			5 740
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	76 924			76 924
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>82 664</b>			<b>82 664</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	85 902	42	48 402	37 542
<b>Immobilisations financières</b>	<b>85 902</b>	<b>42</b>	<b>48 402</b>	<b>37 542</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>168 567</b>	<b>42</b>	<b>48 402</b>	<b>120 206</b>

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	193	574		767
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	11 800	22 616		34 416
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>11 993</b>	<b>23 190</b>		<b>35 183</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>11 993</b>	<b>23 190</b>		<b>35 183</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 867 225 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
<b>Créances rattachées à des participations</b>			
Prêts			
Autres	37 542		37 542
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
<b>Créances Clients et Comptes rattachés</b>	1 197 242	1 197 242	
Autres	604 452	604 452	
Charges constatées d'avance	27 990	27 990	
<b>Total</b>	<b>1 867 225</b>	<b>1 829 683</b>	<b>37 542</b>
<b>Prêts accordés en cours d'exercice</b>			
<b>Prêts récupérés en cours d'exercice</b>			

Les postes " clients et comptes rattachés" et "Autres" correspondent aux subventions ou cotisations accordées par nos partenaires mais non encore réglées.

### Produits à recevoir

	Montant
<b>Divers - produits à recevoir</b>	<b>583 725</b>
<b>Total</b>	<b>583 725</b>

Le poste "Divers - produits à recevoir" de 583 725 € correspond à des subventions sur projets non encore versées.

## Notes sur le bilan

### Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	16 186	9 600		25 786
<b>Total</b>	<b>16 186</b>	<b>9 600</b>		<b>25 786</b>
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		9 600		
Financières				
Exceptionnelles				

## Notes sur le bilan

### Fonds propres

#### Tableau de variation des fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
<b>Total fonds sans droit reprise</b>				
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
<b>Total fonds avec droit reprise</b>				
Ecart de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées	533 840			533 840
Autres réserves	115 213		319	114 894
Report à Nouveau				
Résultat de l'exercice	-319	163 881		163 562
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Autres fonds associatifs				
<b>Total fonds associatifs</b>	<b>648 735</b>	<b>163 881</b>	<b>319</b>	<b>812 296</b>

Les fonds associatifs, pour un total de 812 296 € correspondent aux fonds propres d'un montant de 533 840 € apportés avec droit de reprise de la CDC (ex CDC Climat) lors de l'apport partiel d'actifs auxquels se rejoutent le cumul des ressources non utilisées depuis l'origine de l'association pour 114 894 € et du résultat de l'exercice pour un montant de 163 562 €.

## Notes sur le bilan

### Provisions

#### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	29 184	35 085			64 269
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	19 469		13 321		6 148
<b>Total</b>	<b>48 653</b>	<b>35 085</b>	<b>13 321</b>		<b>70 417</b>
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		35 085	13 321		
Financières					
Exceptionnelles					

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 305 705 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	101 044	101 044		
Dettes fiscales et sociales	471 101	471 101		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	51 260	51 260		
Produits constatés d'avance	682 300	682 300		
<b>Total</b>	<b>1 305 705</b>	<b>1 305 705</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Le poste "Dettes fournisseurs et comptes rattachés" correspondent pour 24 001 € aux fournisseurs non réglés et pour 77 043 € à des factures non parvenues.

Le poste "Dettes fiscales et sociales" contient les provisions suivantes :

- Provision des CET pour 67 956 €
- Provision des primes variables sur objectif pour 146 875 €
- Provision de l'intéressement et de l'abondement pour 131 345 €

Le poste "Dettes fiscales et sociales" comprend également l'impôt sur les bénéfices pour 8 363 €.

L'association peut développer des activités lucratives lorsqu'elle est sollicitée par un organisme pour une prestation. L'association n'a pas de démarche commerciale. Ces activités lucratives sont sectorisées afin de les isoler des activités non lucratives. Elles seules sont assujetties aux impôts commerciaux.

Les activités lucratives restant accessoires (moins des 4,5 % des ressources de l'année) et dissociables des activités principales non lucratives, le caractère non lucratif d'ensemble de l'organisme et la gestion désintéressée de l'association ne sont pas contestés.

## Notes sur le bilan

Tableau des provisions et dépréciations

	Montant au début d'ex.	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : Reprises ex.	Montant fin exercice
Provisions réglementées				
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>Provisions réglementées Total I</b>				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	29 184	35 085		64 269
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pr charges soc et fisc sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges	19 469		13 321	6 148
<b>Provisions risques et charges Total II</b>	<b>48 653</b>	<b>35 085</b>	<b>13 321</b>	<b>70 417</b>
Dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en- cours				
Sur comptes clients	16 186	9 600		25 786
Autres dépréciations				
<b>Dépréciations Total III</b>	<b>16 186</b>	<b>9 600</b>		<b>25 786</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III )</b>	<b>64 839</b>	<b>44 685</b>	<b>13 321</b>	<b>96 203</b>
Dotations et reprises d'exploitation		44 685	13 321	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Titres mis en équivalence : dépréciations de l'exercice				

## Notes sur le bilan

### Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - Fact. non parvenues	77 043
Dettes provisionnées pour C.P.	1 186
Provision CET	43 092
Provision PVO	93 136
Dettes provis. pr partic. salariés	68 194
Personnel - Autres charges à payer	6 669
Charges sociales s/congés à payer	559
Charges sociales s/CET	24 864
Charges sociales s/ PVO	53 739
Charges sociales - Charges à payer	28 683
CAP - Formation continue	5 128
CAP Taxe apprentissage	219
<b>Total</b>	<b>402 512</b>

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	27 990		
<b>Total</b>	<b>27 990</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	682 300		
<b>Total</b>	<b>682 300</b>		

Le poste " produits constatés d'avance" correspond à des participations financières des clubs pour 19 800 € et à des conventions de financement pour 662 500 € relatives à l'année 2018.

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits de l'exercice

Les produits de l'exercice s'élèvent à 3 206 907 €. Ils incluent des subventions de fonctionnement pour couvrir les charges et frais divers l'I4CE octroyées pour un montant de 1 175 000 € par la Caisse des Dépôts, 300 000 € par l'AFD et 250 000 € par la CDG Développement.

Les charges de l'exercice s'élèvent à 3 043 346 €. Elles comprennent notamment:

- Salaires et traitements : 1 074 084 €
- Charges sociales : 688 832 €
- Location et charges locatives : 227 512 €
- Personnel mis à disposition : 58 625 €
- taxe sur les salaires : 125 811 €

## Autres informations

### Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes se sont élevés à 10 844 € en 2017.

### Contributions volontaires

Contribution volontaire en nature :

I4CE a bénéficié d'une mise à disposition exceptionnelle et ponctuelle d'une experte sur un projet. Cette mise à disposition n'a pas bénéficié d'une exonération fiscale liée à l'émission d'un reçu fiscal.

### Fonds dédiés

Ressources provenant de la générosité du public

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	A - B + C
COPEC 2			48 045	97 000	48 955
ET Risk - Risques et opport		62 910	6 798		56 112
Green Bonds			125 325	170 149	44 824
ClimINVEST - Produire des			35 682	204 733	169 051
Carisma - Innovation for Cli		6 108	6 108		
Vocal feder		86 881	62 201		24 680
Vocal Agrimet		101 915	61 366		40 549
Secrétariat de l'Initiative Cli		140 000	120 000		20 000
<b>Sous total</b>		<b>397 814</b>	<b>465 525</b>	<b>471 882</b>	<b>404 171</b>
<b>Sous total</b>					
<b>TOTAL</b>		<b>397 814</b>	<b>465 525</b>	<b>471 882</b>	<b>404 171</b>

Les fonds collectés font l'objet d'un traitement tenant compte de la volonté du donateur de participer au financement de projets définis. Les fonds restant à engager en fin d'exercice correspondent à la partie des fonds collectés affectée par le donateur sur un projet et non utilisée à la clôture de l'exercice. Ils figurent au passif du bilan sous le libellé « fonds dédiés ».